

# « L'accès à l'école a été démocratisé, pas la réussite »

Le pédagogue Philippe Meirieu dresse un constat sombre et sévère sur l'école

## ENTRETIEN

Tout juste retraité de l'éducation nationale, le pédagogue Philippe Meirieu accueille avec une grande réserve les propositions avancées par le gouvernement, jeudi 22 janvier, sur la laïcité et la défense des valeurs républicaines à l'école.

**Comment percevez-vous le « plan global » de lutte pour la défense des valeurs de la République que le gouvernement vient d'annoncer ?**

Je veux retenir l'engagement essentiel pour la formation des enseignants. Pour le reste, le président de la République insiste sur la nécessité de se mobiliser autour de l'école et dans l'école afin qu'elle joue pleinement son rôle dans la formation aux valeurs républicaines. Mais je ne vois pas encore comment nous en prenons le chemin.

Trois conditions sont absolument nécessaires si l'on veut sortir des seules mesures à caractère sécuritaire : il faut que l'école sache énoncer les valeurs et les principes qui la guident ; qu'elle les fasse vivre au quotidien pour qu'ils soient vraiment intégrés par les élèves et qu'elle les mette en œuvre dans le fonctionnement même de l'institution pour garantir leur crédibilité. Je me réjouis donc de la mise en place d'un « enseignement moral et civique ». Mais il n'aura d'effets que s'il s'accompagne d'un vrai renouveau pédagogique fondé sur la coopération et non plus sur la compétition. Et si notre école parvient, enfin, à garantir un droit réel d'accès à l'éducation à tous.

**A mi-mandat, la gauche semble voir les priorités éducatives se démultiplier : « priorité au primaire », défense de la laïcité, lutte contre le décrochage, plan numérique... Quelle est pour vous l'urgence ?**

La priorité au primaire est un bon choix, mais j'aurais plus déli-

berement ciblé l'entrée dans le langage écrit. Dans un monde où l'écrit long, structuré, a tendance à diminuer, où les courriels et SMS nous inondent, l'école a le devoir de permettre aux enfants de découvrir l'écriture et le plaisir qu'elle procure. L'écrit en tant que communication différée, argumentaire construit, est structurant pour l'élève et sa réussite scolaire. Il est aussi essentiel pour le citoyen et le débat démocratique car il permet la mise à distance, la précision et la rigueur. Et puis à tous les niveaux, la priorité des priorités, c'est l'apprentissage de la pensée. Contre l'immédiateté de la pulsion consommatoire, nous devons apprendre à nos élèves ce sursis à l'acte fondateur où s'imisce la réflexion, où l'on se nourrit de la culture pour développer sa liberté.

**Dans deux cents écoles et établissements, des enseignants ont fait état de contestations lors de la minute de silence, le 8 janvier, en hommage à « Charlie Hebdo ». Quelle est la part de responsabilité de l'école ?**

Nous avons une responsabilité collective dans ce qui s'est passé. Cela nous renvoie à nos options en matière géopolitique, à la manière dont nous avons laissé se développer la ghettoïsation de nos quartiers, au recul des services publics sur des territoires qui se vivent à l'écart du pacte républicain.

On pourrait aussi citer la crise de l'emploi, notre incapacité à offrir à une partie de notre jeunesse des causes généreuses dans lesquelles s'engager. Mais cela renvoie, aussi, au fait que notre école ne tient pas ses promesses à l'égard des jeunes des milieux populaires, en particulier ceux issus de l'immigration : la fracture scolaire s'accroît jusqu'à ruiner la crédibilité de tout discours sur l'égalité républicaine. Cette analyse n'exonère en rien ceux et celles qui basculent dans le radicalisme de leur responsabilité. Nous devons sortir de l'oscilla-

tion infernale qui domine, dans le brouhaha médiatique, entre le discours de l'excuse et celui de l'exclusion, entre le « tout-victimaire » et le « tout-coupable ».

Ce n'est pas simple pour ma génération, et pour la gauche en général, imprégnées d'un sociologisme de l'explication. Mais c'est un impératif aujourd'hui pour permettre aux jeunes d'identifier les marges de liberté qu'ils peuvent avoir dans un destin qui semble écrit pour eux. Et cela se construit pas à pas, dans une pédagogie de la responsabilisation, aussi bien en famille, à l'école que dans le tissu associatif et le rapport aux médias.

**Concrètement, dans la classe, comment le face-à-face pédagogique devrait-il évoluer ?**

La laïcité en actes, c'est un travail quotidien de désintronisation du savoir et du croire. L'enseignant, dans toutes les disciplines, doit travailler avec les élèves sur cette distinction essentielle. Et, pour que nul n'impose ses croyances comme des savoirs, il ne doit pas imposer ses savoirs comme des croyances. Dès la classe, les élèves doivent apprendre que celui qui a raison n'est pas celui qui crie le plus fort, mais celui qui démontre le mieux. Quant au vivre-ensemble, il nécessite du temps pour permettre à chacun de s'exprimer dans de vrais débats, mais aussi pour « construire du commun ». Et cette construction passe, à la

fois, par des rituels scolaires que nous avons à réinventer, et par l'acquisition d'une culture exigeante qui doit renforcer la part des « humanités ». La littérature et l'art permettent de développer la capacité d'empathie à l'égard de l'autre, ils nous aident à nous mettre à sa place pour penser avec lui – ni pour lui, ni contre lui.

**Partagez-vous le constat d'une école en crise ?**

Nous avons démocratisé l'accès à l'école sans démocratiser la réussite dans l'école. Et les enseignants, profondément attachés à

la justice sociale, souffrent de se sentir impuissants face à ce phénomène. Après l'échec de la « pédagogie de soutien » et des « groupes de niveaux », ils se trouvent aujourd'hui confrontés à l'externalisation systématique – en dehors de la classe et de l'école – du traitement des difficultés scolaires.

Avec deux conséquences : d'une part, la multiplication des officines privées et de l'aide sur Internet, et, d'autre part, la médicalisation des difficultés scolaires. La classe n'est plus considérée comme le lieu essentiel de l'acte pédagogique. Au lieu de développer la coopération en son sein, on invite à détecter et à dériver les « inadaptés ». Les enseignants, eux, souffrent d'une prolétarianisation, parce qu'ils se trouvent dépossédés du sens et du contenu même de leur mission.

**Quels autres symptômes de la crise de l'école identifiez-vous ?**

J'observe que se met en place une « individualisation » systématique qui épuise les enseignants contraints à pratiquer une « pédagogie du garçon de café ». Quand il faudrait construire obstinément les conditions de l'attention collective et de la pensée, on court, de table en table, en cherchant à satisfaire les demandes de chacun. Je regrette aussi la « totémisation » du numérique, qui finit par fonctionner, dans une pensée magique, comme un remède miracle à tous nos maux. Demandons-nous ce que le numérique peut apporter à l'élève, plutôt que de croire qu'en équipant chacun d'une tablette, on les fera tous réussir !

Mais ce qui me préoccupe le plus, c'est de voir notre système saisi par une forme de concurrence libérale qui, loin de réduire la fracture scolaire, accroît les mécanismes de ségrégation. Au collège déjà, par le jeu des options et des langues, mais aussi dans les lycées – dont certains préparent au bac, d'autres aux classes prépa –, une concurrence entre établis-

sements se déploie, avec des effets ravageurs en termes d'égalité du droit à l'éducation. Et des rançonneurs sociaux que nous risquons de payer au prix fort.

**Quelles voies s'ouvrent à nous ?**

On peut aller vers un scénario catastrophe, le recours à des solutions libérales comme le chèque

éducation. Ou, au contraire, travailler sur la carte scolaire et la mixité sociale. Au-delà d'un tiers d'élèves en très grande difficulté, une école ou un collège ne peut guère remplir correctement sa mission d'éducation.

**L'enquête PISA l'a mis en avant : l'école française est championne en matière de reproduction des inégalités. Sur quels leviers agir pour diminuer le poids de la naissance sur la réussite scolaire ?**

Oui, à regarder PISA, la fracture scolaire s'aggrave. Le livre *L'école ou la guerre civile* [publié par Philippe Meirieu avec Marc Guiraud, PLoN, 1998], dans lequel nous parlions de « dérive des continents scolaire », n'a rien perdu de son actualité. On savait déjà, dans les années 1990, qu'il fallait refondre la carte scolaire, imposer aux établissements privés de prendre leur responsabilité en matière de mixité sociale, proportionner les dotations à la difficulté des situations, développer des unités pédagogiques de petite taille au sein d'établissements minés par l'anonymat. Quinze ans sont passés, et on a bien peu progressé. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR  
MATTEA BATTAGLIA

**« La priorité des priorités, c'est l'apprentissage de la pensée, contre l'immédiateté de la pulsion consommatoire »**

## PROFIL

Philippe Meirieu, 65 ans, est sans doute le pédagogue le plus lu et le plus écouté – mais pas forcément le plus suivi – par nos gouvernants. L'un des plus vilipendés, aussi, par les adversaires du

« pédagogisme », qui l'accusent, entre autres, d'avoir contribué à la baisse du niveau des élèves. Il reste une référence pour de très nombreux enseignants. Tout juste retraité de l'éducation nationale, Philippe Meirieu dit « n'avoir jamais quitté la classe » depuis ses débuts comme instituteur, en 1969. Il avait 20 ans.

Au cours des quarante-cinq années qui ont suivi, il a été professeur de collège et de lycée, professeur des universités en sciences de l'éducation, responsable d'un lycée expérimental... Dans les années 1990, il a participé à la création des instituts universitaires de formation des maîtres (IUFM).